**Sende-Sperrfrist/Embargo: Samstag/samedi/sabato, 15.10.2022,**

**12.00 Uhr/heures/ore**

**Es gilt das gesprochene Wort/C’est le texte oral qui fait foi/Fa testo il discorso orale**

Rede ist ab Samstag, 15.10.2022, 12.00 Uhr, abrufbar auf/Cet exposé pourra être consulté sur Internet dès le 15.10.2022, 12h00 aux adresses suivantes/Il discorso è disponibile a partire da sabato 15.10.2022, ore 12.00, sul sito:

www.auns.ch / www.eu-no.ch / www.unternehmer-vereinigung.ch

**«Soyons clairs !»**

**par Dr. Stephan Rietiker, président de Pro Suisse**

Chers membres, madame, monsieur, chers amis de Pro Suisse,

C'est pour moi un grand honneur et un engagement majeur que de me tenir devant vous aujourd'hui. En regardant autour de moi, je pense à la troupe soudée de combattants de la liberté dans «Le Fanion des sept braves» de Gottfried Keller. Nos ancêtres ont lutté durement pour la liberté et la souveraineté, et il nous incombe de les préserver pour les générations à venir.

Dans mon allocution d'aujourd'hui intitulée «Soyons clairs!», je souhaite vous sensibiliser à nos défis futurs. Je commencerai mon intervention par un bilan.

La **situation géopolitique** a radicalement changé au cours des 12 à 18 derniers mois: alors que, jusqu’en 2020, les États-Unis étaient reconnus comme la seule superpuissance, de nouveaux blocs se sont formés avec une Chine renforcée et de plus en plus agressive (comme l’indique l’exemple de Taiwan). Rappelons que le partenariat entre la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil, l'Iran et plus récemment l'Arabie Saoudite représente environ 1/3 de l'économie mondiale et un poids considérable en termes de population! L'Europe, je parle ici du continent et non de l’UE, qui représentait autrefois le monde occidental peuplé de poètes et de penseurs, doté d’une grande ambition hégémonique et d’un fort esprit d'entreprise, joue de plus en plus un rôle de figurant et abat chaque jour ses derniers atouts. La pensée critique est désapprouvée, voire interdite; les opposants sont conspués et les analyses et les jugements indépendants sont inappropriés. En définitive, c’est la fin de toute société libre. En politique, les moins capables de gouverner sont élus par les moins capables de produire, ceux qui sont inaptes à subvenir à leurs propres besoins ou à réussir sont récompensés par des biens et des services tirés de la confiscation de la richesse d’un nombre de producteurs en constante diminution («inaptocratie»). Si l'on considère la désintégration de l’euro, cela n’augure rien de bon pour l’avenir... Sur le plan militaire, l’UE est plus ou moins sur le terrain et dépend entièrement de l’OTAN et donc des États-Unis! Alors que les officiers étaient autrefois confiants et parfois réservés, ceux d'aujourd'hui sont souvent des managers conformistes et insipides en uniforme qui se dérobent plutôt que de défendre leurs opinions.

Par chance, la situation **en Suisse** n’en est pas encore à ce stade, mais nous avons aussi tendance à nous rapprocher de plus en plus du gouffre: l’immigration nous a apporté 2 millions de personnes au cours des 20 dernières années, faisant ainsi de la Suisse un pays de 9 millions d’habitants. À noter que dans aucun autre pays, à part le Luxembourg, l'immigration n'est aussi élevée! Les conséquences telles que les problèmes de capacité des routes, des logements et des écoles se font clairement sentir. Et pourtant, l’immigration se poursuit allègrement! Le changement climatique et le politiquement correct priment sur le bien-être du peuple. La lâcheté, l'opportunisme et le conformisme sont monnaie courante. Par le biais du «politiquement correct» et de l’avènement de la culture de l’éveil et de l’annulation, une minorité tente de nous intimider, de nous marginaliser et de nous réduire au silence dans notre langage et notre pensée. Au lieu de placer les faits historiques dans le contexte de l'époque et d'en tirer des leçons, ils sont, sans réfléchir, appréhendés avec la compréhension actuelle brisant ainsi les liens avec les personnalités ou les événements historiques et les présentant comme la seule doctrine valide ou opinion permise. Ceci, soit dit en passant, à la demande des médias. Toute opinion divergente sur les médias sociaux est effacée. Étant majoritaires, nous devons nous unir et rejeter sans équivoque cette forme moderne de censure ou de restriction de la liberté d'expression, qui est le socle d’une démocratie indemne. La crise du coronavirus a révélé les faiblesses flagrantes de notre gouvernement et de nos offices fédéraux; au lieu de se référer à des données scientifiques bien fondées, ils ont transposé les bêtises de l'Allemagne de manière irréfléchie et sans aucun esprit critique. Tout ce qui n’adhérait pas au récit officiel a été supprimé. Les rapports sur les effets secondaires dangereux et les essais cliniques bâclés ont été taxés de théories du complot. Les autres options thérapeutiques ont été systématiquement dénigrées et on a tenté de manipuler la population au moyen d’un régime de la peur, avec l’aide bienveillante de notre presse si critique. Je veux juste ici souligner la situation de la Suisse en ce qui concerne le conformisme et la bureaucratie.

Aujourd'hui, nous constatons clairement avec effroi à quel point notre politique énergétique a échoué et été gérée avec amateurisme ces dernières années. Comme pour la crise du coronavirus, on opère à l’aveugle. Là où la science est remplacée par l’idéologie, règne le chaos. La situation étant devenue incontrôlable, on se lance dans la microgestion politique de la population: douches à deux, couvercle sur la casserole, chauffage à 18 degrés, enfiler des pulls, acheter du bois de chauffage et des bougies, éteindre l’éclairage public, etc., fidèle à la devise: «retour dans la grotte». Au lieu de reconnaître l’échec de la stratégie ou la débâcle de ces dernières années et de rechercher délibérément des solutions crédibles ou de les mettre en œuvre, Mme Sommaruga, avec un regard plein de confiance et en faisant référence à l’Europe, plaide en faveur de la solidarité. Une mauvaise interprétation de la solidarité et de l’angélisme détourne l’attention du dysfonctionnement impardonnable et flagrant du DETEC, le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication. En un mot, la politique verte de ces dernières années a lamentablement échoué. Ironiquement, les politiciens qui réclament avec le plus de ferveur l’abolition du trafic aérien sont surpris en train de voyager en avion. Apparemment, le principe est le suivant: tous les hommes sont égaux devant la loi, mais certains plus que d’autres. Conclusion: quiconque vote pour des politiciens écologistes ne peut s’en prendre qu’à lui-même. Le fait que l’UE, notamment l’Allemagne et malheureusement, la Suisse, en violation flagrante de notre neutralité, ait voté des sanctions à l’encontre de la Russie sans réfléchir aux conséquences et sans disposer d’un plan B crédible est un scandale d’une ampleur monumentale. Si de hauts dirigeants d’entreprises avaient commis une telle erreur, ils auraient été renvoyés sur le champ! C’est à peine croyable: malgré l'incompétence flagrante de l'UE, qui se manifeste au quotidien, certains milieux sont toujours prêts à signer l'adhésion à l'UE ou, comme premier pas dans cette direction, un accord-cadre qui nous est défavorable.

Comment pouvons-nous riposter?

**Je m’en tiens ici à Bertolt Brecht: «Quand l'injustice devient loi, la résistance est un devoir».** Bien sûr, toujours dans le cadre légal!

Je vais commencer par le sujet de la **neutralité**: dans le contexte de la guerre entre la Russie et l’Ukraine, nous avons pu observer avec quelle rapidité, sans aucun sens critique et avec un conformisme anticipatif notre gouvernement a accepté les sanctions de l’UE. Au lieu de considérer la neutralité armée globale qui nous a été imposée en 1815 comme un devoir et une chance, des mots vides de sens comme «neutralité coopérative» et autres balivernes ont été et sont toujours martelés pour affaiblir imprudemment notre neutralité. Ces tendances sont perceptibles à l’étranger et ne sont pas considérées à notre avantage. Le fait est que nous avons une neutralité armée et totale. Fin de la discussion. Aucune remise en question possible! Nous devons donc sensibiliser notre population au contexte historique, aider à mieux comprendre la signification et l’importance et inscrire cette forme de neutralité suisse totale une fois pour toutes dans la Constitution. Nous y reviendrons cet après-midi. C’est absolument honteux que des représentants étrangers comme l'ancien ambassadeur américain en Suisse doivent nous expliquer les avantages de notre neutralité! L'histoire suisse n'est manifestement traitée que de manière rudimentaire dans nos écoles, sans parler des tenants et aboutissants de notre démocratie directe. De manière générale, nous devons raviver l’intérêt pour l’histoire et la culture de la Suisse dans nos écoles et inclure également les nouveaux habitants issus de l’immigration. Le terme «Swissness» n'est pas seulement une marque à succès, mais un mode de vie et une attitude que nous devrions tous incarner et afficher clairement avec fierté.

J’en viens à présent à nos **relations avec l'UE**: c’est assez curieux de voir notre exécutif se poser en pénitent face à elle. En aucun cas, il ne devrait y avoir de liens institutionnels avec l'UE ou d’acte de soumission à la juridiction de la Cour de justice de l'Union européenne, ni sous l’intitulé d’accord-cadre ni sous une nouvelle expression déguisée. En Asie et aux États-Unis, on me demande sans cesse pourquoi la Suisse se concentre autant sur l’Europe et ne prête pas une attention particulière aux marchés en pleine croissance. En fait, le poids de l'UE dans notre commerce extérieur est de plus en plus faible, nous devons donc de toute urgence élargir notre champ d'action. Et voir l'UE s'empêtrer avec amateurisme dans le conflit russo-ukrainien n'augure rien de bon pour sa position future dans le monde. Nos universités, en revanche, ne cessent d'invoquer, comme un mantra, la nécessité du programme de recherche Horizon et des échanges Erasmus. Mais en y regardant de plus près, on s'aperçoit qu'Horizon part dans tous les sens, que beaucoup d'argent reste bloqué à cause du processus bureaucratique et qu'aucun prix Nobel n'en est sorti depuis des années. Et notez que parmi les 50 meilleures universités, seule une petite université française issue de l’UE occupe la 44e place. Le reste est un vide béant. Les milliards qui sont versés inutilement à l'UE s'apparentent à une forme moderne d’indulgences. Dans ce contexte, nous ferions mieux de les investir dans des projets de recherche internationaux de haute qualité avec des universités de premier plan aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Asie, plutôt que de gaspiller nos fonds dans l’UE. Nous devons également continuer à développer notre système dual de formation que beaucoup de pays nous envient. Un artisanat professionnel de qualité est plus que jamais indispensable.

La **crise du coronavirus** a mis en évidence les faiblesses d’un monde globalisé, notamment en ce qui concerne les marchés publics. Il convient ici, comme dans le **secteur de l'énergie**, de créer les ressources nécessaires pour pouvoir approvisionner la population suisse de manière autonome même en situation d'urgence. Nous serions naïfs de croire que l’on peut compter sur nos voisins pendant la crise. Nous devons redonner plus de poids à la sécurisation des approvisionnements dans les domaines de l'énergie, de l'alimentation et d'autres biens. Les dépendances vis-à-vis de l'étranger limitent notre liberté d'action et notre sécurité. Il convient également de rejeter les atteintes autocratiques à la souveraineté de la Suisse. Les tentatives de l’Organisation mondiale de la santé, l'OMS, avec son président et ses commanditaires douteux, visant à nous imposer à sa convenance une politique mondiale pour combattre la pandémie doivent être rejetées avec la plus grande véhémence. Par ailleurs, nous devons également surveiller de près le siège de la Suisse au Conseil de sécurité des Nations Unies et tenir tête aux internationalistes du DFAE, du Conseil fédéral et du Parlement.

Dernier point, mais non le moindre, la question de l’armée. En tant qu'ancien officier, j’entends avec regret les déclarations défaitistes de notre chef de l’Armée et du président du PLR, selon lesquelles la capacité de défense de la Suisse se limite à 2 jours. Si c'était vrai, le commandement de l'armée au complet serait destitué. Toutefois, de tels arguments sont avancés dans le but de nous faire accepter une collaboration plus étroite avec l’OTAN. Ces tentatives doivent être clairement rejetées, tant du point de vue de la neutralité que du point de vue stratégique. Chaque pays possède une armée, soit la sienne, soit une étrangère… ce principe lapidaire est toujours valable aujourd’hui. Notre expérience de la 2e guerre mondiale montre à quel point une armée fiable est capitale pour un État secondaire. Au lieu d’externaliser peu à peu notre défense nationale à l’OTAN, nous devons revenir à nos vertus ancestrales d’autodéfense et d’assertivité. Nos militaires ne doivent pas seulement garder les poteaux de slalom et le WEF, mais aussi être entraînés de manière intensive pour le combat, y compris les combats urbains, la défense NBC et le soutien logistique des troupes. Des avions de combat et une défense contre avion à grande échelle sont prioritaires. Les combats ou préparations au combat en zone opérationnelle avec des troupes ou des drones font également partie du répertoire. Nos militaires, nos corps de troupe et nos formations doivent donc être intégralement équipés avec modernité. Le conflit ukrainien a précisément montré la nécessité d'une mobilisation rapide des forces armées. On peut se demander pourquoi nous avons aboli notre ancien système de mobilisation de l’Armée 21, qui fonctionnait parfaitement, pour nous aligner sur l’OTAN. Du point de vue de la pérennité, la protection des structures critiques doit également être assurée pendant plusieurs mois. Un changement rapide de mentalité s’impose. C’est absolument choquant que d’anciens objecteurs de conscience, pacifistes et autres amateurs s’ingèrent dans la discussion sur le choix des systèmes d’armement et leur nécessité et appellent à une intégration plus étroite dans l’OTAN. En principe, rien ne s’oppose à l’organisation d’exercices conjoints avec des états-majors, dans le domaine de la logistique et de l’aide en cas de catastrophe, mais il ne peut en aucun cas y avoir d’exercices conjoints de combat ou d’ensemble de troupe. La Suisse doit elle-même prendre les mesures nécessaires, notamment dans le contexte de la neutralité armée, pour disposer d’une armée puissante et crédible. Tout le reste reviendrait à conjurer le sort.

Sur ce, je termine et je résume:

J’ai dressé un premier **état des lieux de différents sujets** sur lesquels la Suisse doit impérativement se pencher. Nous discuterons au sein du comité de ceux à traiter et du degré d’urgence et nous vous tiendrons informés en conséquence. Nous sommes également en train d’élaborer un nouveau concept de communication.

La Suisse peut se targuer d'une **réussite remarquable**, basée sur un travail acharné, la prudence et, j’en conviens, un peu de chance. Nous devons être vigilants et combattre sans cesse toute tendance à une mise sous tutelle de l’État et à la restriction de la liberté individuelle. Nous n’avons pas besoin de plus d’État, mais de MOINS d’État! Une politique climatique ratée et non étayée scientifiquement, associée à une politique sanitaire non fondée et dirigiste basée sur une redistribution massive et une soumission totale à l’UE et à l’OTAN nous mènera inévitablement dans une impasse et nous rendra dépendants de l’étranger pour le meilleur et pour le pire. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que la Suisse puisse continuer d’agir en position de force et avec confiance. Cela signifie également que nous appréhendons la sécurité comme concept global: armée, police, alimentation, énergie, matières premières et médicaments/produits de santé. Pro Suisse peut et doit fournir des informations proactives et planifier et mettre en œuvre des mesures/actions ciblées. Cela implique également de rencontrer ceux qui pensent différemment! Nous avons besoin d’une véritable «levée en masse» intellectuelle au cours de laquelle chaque membre recrute activement d’autres membres. C’est le seul moyen pour nous de disposer d’une force de frappe politique. Ne nous laissons pas endormir par le pathétisme creux de certains milieux, bien au contraire: réveillons-nous et engageons-nous activement pour une Suisse souveraine, neutre et indépendante!

En un mot:

* Nous ne voulons aucun accord, économique ou autre, qui restreigne de quelque manière que ce soit notre démocratie directe et/ou notre souveraineté.
* Nous voulons une neutralité armée permanente.
* La Suisse ne doit adhérer à aucune alliance militaire ou défensive (exception: attaque directe contre la Suisse).
* Nous renonçons aux mesures de contrainte non militaires («sanctions») contre les états belligérants.
* Nous assumons pleinement nos obligations envers l'ONU.
* Nous offrons nos «bons offices» pour prévenir et résoudre les conflits.

À cet égard, je vous remercie de tout cœur pour votre engagement et votre soutien actif.

Ou pour le dire en langage moderne: **Switzerland first and forever**! Qu’il en soit ainsi!

Mesdames et messieurs, je vous remercie!

**Kontakt, contact, contatto:** Werner Gartenmann, 079 222 79 73